

Évolutions bancaires et monétaires à Wallis-et-Futuna au 31 décembre 2015

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Selon le Fonds monétaire international (FMI), l'activité économique mondiale est restée languissante en 2015 avec une croissance estimée à 3,1 %. Dans les pays émergents et les pays en développement, qui représentent plus de 70 % de l'économie mondiale, la croissance a ralenti pour la cinquième année consécutive tandis qu'une reprise modeste s'est poursuivie dans les pays avancés.

Le rééquilibrage de l'économie chinoise, la baisse des cours des produits de base, le ralentissement généralisé dans les pays émergents et la sortie progressive de conditions monétaires accommodantes aux États-Unis continueront de peser sur les perspectives de croissance 2016-2017. Ainsi la croissance mondiale devrait atteindre 3,4 % en 2016 et 3,6 % en 2017, soit une révision globale à la baisse de 0,2 % par rapport aux précédentes prévisions.

Toujours selon le FMI, dans la zone euro, l'augmentation de la consommation privée, qui s'explique par la baisse des prix du pétrole et les conditions financières favorables, permet de compenser un fléchissement des exportations nettes. Pour la zone euro, les prévisions de croissance devraient s'établir à +1,7 % pour les deux années à venir.

La prévision de croissance de la France a été revue à la baisse et devrait s'établir à 1,3 % (contre 1,5 % prévu précédemment).

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 10 mars 2016, a décidé d'abaisser le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème de 5 points de base à 0,00 %, le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal de 5 points de base à 0,25 % et le taux d'intérêt de la facilité de dépôt de 10 points de base à -0,40 %. Par ailleurs, le Conseil a arrêté une série de mesures complétant le programme d'achat de titres (APP) et a annoncé des modifications des critères de l'APP dans le cadre de la poursuite de son objectif de stabilité des prix : « Cet ensemble exhaustif mettra à profit les synergies existant entre les différents instruments et a fait l'objet d'un calibrage permettant d'assouplir encore davantage les conditions de financement, de stimuler la fourniture de nouveaux crédits et de renforcer par là la dynamique de la reprise économique dans la zone euro et d'accélérer le retour de l'inflation à des niveaux inférieurs à, mais proches de 2 % ». « [...], le Conseil des gouverneurs, prenant en compte les perspectives actuelles de stabilité des prix, prévoit que les taux d'intérêt directeurs de la BCE resteront à leurs niveaux actuels ou à des niveaux plus bas sur une période prolongée [...] ».

SITUATION DU SYSTÈME BANCAIRE LOCAL

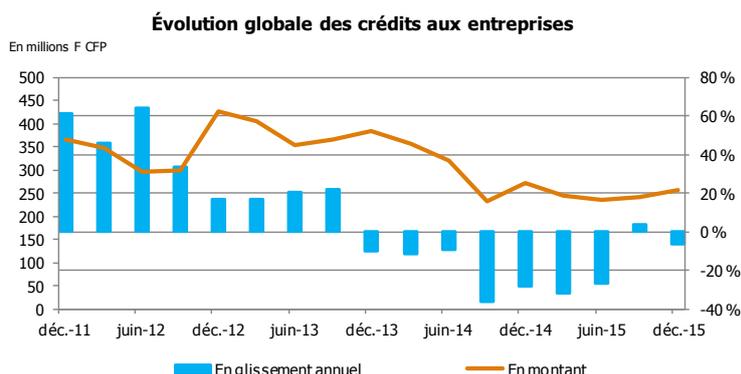
Au cours de l'année 2015, l'activité économique est restée stable, soutenue par une consommation et un niveau d'emploi salarié qui se sont maintenus. Dans ce contexte, l'activité bancaire progresse mais reste contrastée. L'encours des crédits à la consommation accordés aux ménages augmente en glissement annuel. En revanche, l'encours des crédits d'investissement accordés aux entreprises se contracte. La chute de l'encours des crédits à l'habitat se poursuit, l'absence d'un cadre juridique et de notions cadastrales ne permettant pas d'asseoir des garanties de prêt sur le foncier.

Légère embellie de l'activité de financement en faveur des ménages

À fin 2015, l'encours global des **crédits octroyés** est en hausse de 2,1 % en rythme annuel.

Repli modéré de l'encours des crédits aux entreprises

L'encours des crédits accordés aux entreprises atteint 256,0 millions de F CFP à fin décembre 2015, en baisse de 6,3 % sur un an. Le financement de l'investissement des entreprises, qui regroupe les crédits d'exploitation et les crédits d'investissement, se resserre sur un an pour atteindre 115,8 millions de F CFP (+0,2 %) ; l'encours des **crédits à l'habitat** octroyés aux entreprises baisse également et s'élève à 40,8 millions de F CFP au 31 décembre 2015 (-11,0 %). Les **autres crédits**, qui représentent près de 39 % des crédits aux entreprises, se replie de 11,1 % en rythme annuel pour atteindre 99,4 millions de F CFP à fin 2015. Pour mémoire, l'autofinancement constitue une part non négligeable du financement des investissements des entreprises du Territoire.

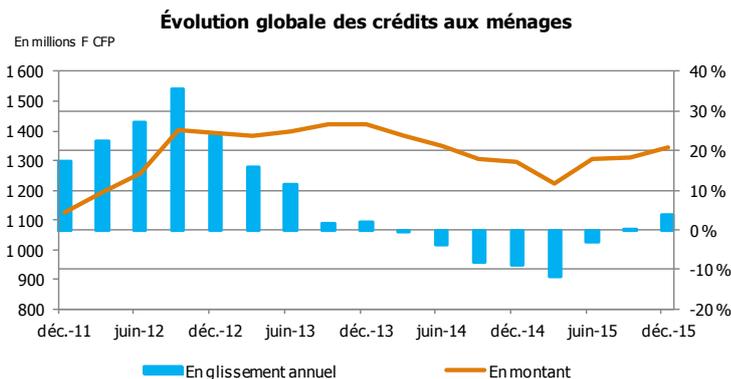


Progression de l'encours des crédits aux ménages

Au 31 décembre 2015, l'encours des crédits accordés aux ménages atteint 1,3 milliard de F CFP, en augmentation de 4,0 % en un an.

L'encours des **crédits à la consommation**, principale composante de l'endettement des ménages, progresse de 8,9 % en un an. À fin décembre 2015, cet encours s'élève à 1,3 milliard de F CFP.

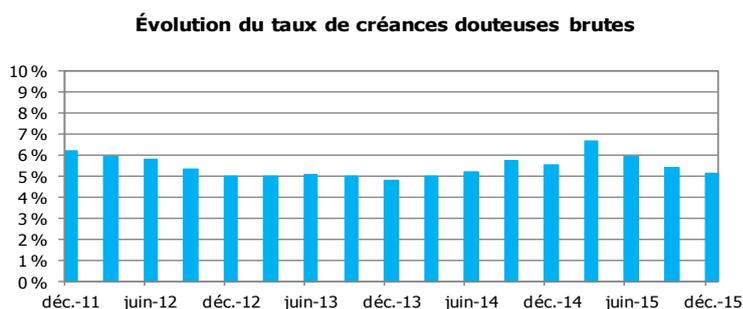
L'encours des **crédits à l'habitat** poursuit sa baisse. En diminution de 40,2 % en un an, il atteint 76,9 millions de F CFP à fin décembre 2015.



Recul de la sinistralité

La qualité du portefeuille s'améliore, avec un taux de **créances douteuses** en baisse : il atteint 5,1 % à fin décembre 2015 contre 5,5 % à fin décembre 2014. L'encours des créances impayées, qui s'élève à 87,2 millions de F CFP à fin décembre 2015, diminue de 5,1 % en un an.

Le secteur du commerce concentre toujours près de 55 % des créances douteuses.



Augmentation des actifs financiers

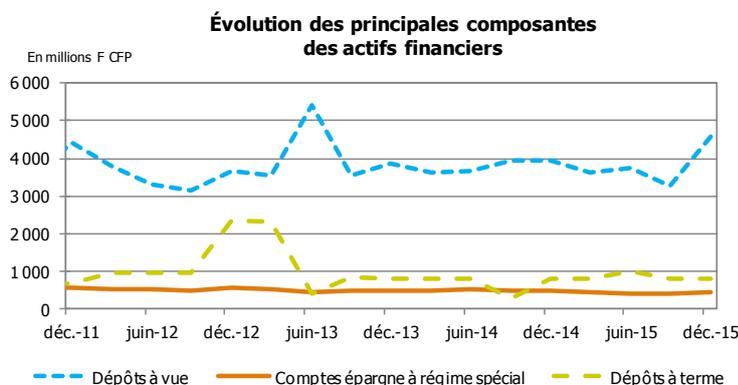
Évolution des dépôts

Au 31 décembre 2015, l'encours total des dépôts réalisés s'établit à 5,8 milliards de F CFP, en hausse de 10,5 % en un an.

Les **dépôts à vue** représentent plus des trois quarts des placements. D'un montant total de 4,6 milliards de F CFP au 31 décembre 2015, l'encours des dépôts à vue est en hausse de 15,8 % en rythme annuel. Cette évolution s'explique principalement par l'importante progression des dépôts à vue des collectivités locales (+94,5 %). L'encours des dépôts à vue des ménages augmente également (+5,2 % en un an) tandis que la collecte auprès des entreprises diminue de 2,6 %. Les entreprises détiennent 45 % de l'encours total des dépôts à vue.

Les **dépôts à terme**, qui s'élèvent à 810,2 millions de F CFP à fin décembre 2015, reculent en glissement annuel (-1,2 %). Ils représentent désormais 14,0 % des dépôts, contre 15,6 % au 31 décembre 2014.

L'encours des **comptes d'épargne à régime spécial** (uniquement des livrets ordinaires à Wallis-et-Futuna) recule de 12,0 % en un an, pour atteindre 440,1 millions de F CFP à la fin du second semestre 2015. Le poids de ces placements dans le volume global des dépôts locaux (7,6 % au 31 décembre 2015) poursuit sa tendance baissière constatée depuis juin 2014 (10,6 %), pour atteindre un niveau proche de celui enregistré à fin juin 2013 (7,2 %).

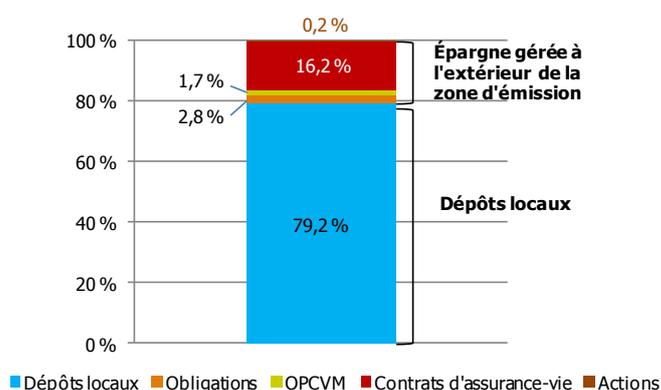


Évolution des autres placements auprès du système bancaire local

Parallèlement à ces dépôts, le système bancaire collecte d'**autres types de placements** (contrats d'assurance-vie, OPCVM, actions, obligations), non transformables pour leur activité de financement. Ces avoirs s'établissent à 1,5 milliard de F CFP à fin décembre 2015, en recul de 19,6 % en un an. Ils représentent désormais 20,8 % de l'ensemble des actifs financiers collectés (contre 26,6 % au 31 décembre 2014) et sont constitués à 99 % de placements à long terme.

Principal produit d'épargne géré hors de la zone d'émission (77,6 % des placements), les **contrats d'assurance-vie** (1,2 milliard de F CFP) continuent d'augmenter (+10,6 % en rythme annuel), au détriment des placements en **actions** qui reculent de 23,7 % en un an pour atteindre 14,2 millions de F CFP à fin décembre 2015. Les placements en **OPCVM non monétaires** progressent de 4,6 % en rythme annuel, ils s'élevaient à 106,4 millions de F CFP en fin d'année. Détenues exclusivement par les collectivités locales, les **obligations** (206,0 millions de F CFP) représentent 13,5 % des actifs gérés hors de la zone d'émission ; leur encours chute sur un an (-70,3 %). Enfin, certaines entreprises de la place ont opté pour des placements plus liquides, en **OPCVM monétaires** (15,2 millions de F CFP à fin décembre 2015), lesquels sont stables sur un an. Ils représentent 1 % des actifs gérés hors de la zone d'émission.

Répartition des dépôts



Évolution de l'ensemble des actifs financiers

Au 31 décembre 2015, l'ensemble des **actifs financiers détenus par les agents économiques** s'élève à 7,3 milliards de F CFP, en hausse de 2,5 % en un an.

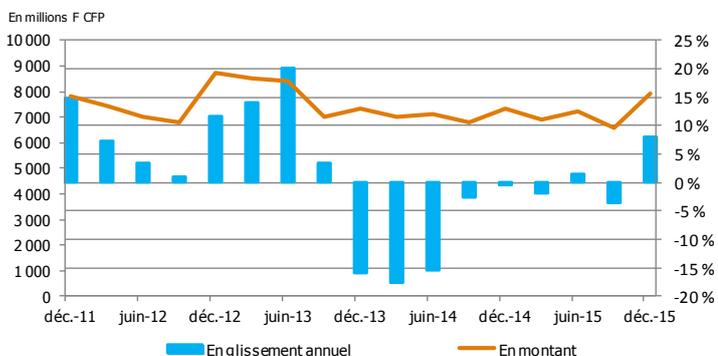
Les **actifs financiers détenus par les ménages** représentent 40,9 % de l'ensemble des dépôts. Ils s'élèvent à 3,0 milliards de F CFP à fin décembre 2015, en progression de 4,3 % sur un an. Les **actifs des sociétés non financières** (28,6 % des actifs) reculent de 3,0 % en rythme annuel et atteignent 2,1 milliards de F CFP en fin d'année. Enfin, **les actifs financiers détenus par les collectivités locales** (30,5 % des actifs) augmentent de 5,7 % en un an et s'élèvent à 2,2 milliards de F CFP fin 2015.

Le solde emplois-ressources du système bancaire

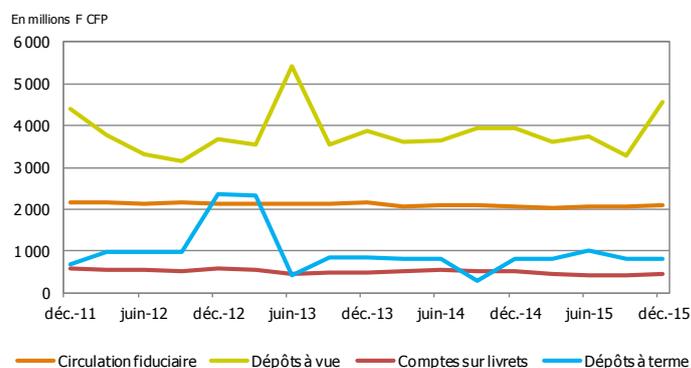
Augmentation de la masse monétaire en circulation

La masse monétaire M3 s'inscrit en hausse de 8,1 % en rythme annuel, pour s'établir à 7,9 milliards de F CFP au 31 décembre 2015. Les **dépôts à vue**, qui composent plus de la moitié de la masse monétaire, s'élèvent à 4,6 milliards de F CFP (+15,8 % en glissement annuel). Les **dépôts à terme** (810 millions de F CFP à fin décembre 2015) ont reculé de 1,2 % en un an. Les **comptes sur livrets** diminuent quant à eux de 12,0 % en rythme annuel et s'élèvent à 440 millions de F CFP à fin décembre 2015.

Évolution de la masse monétaire



Évolution des principales composantes de la masse monétaire

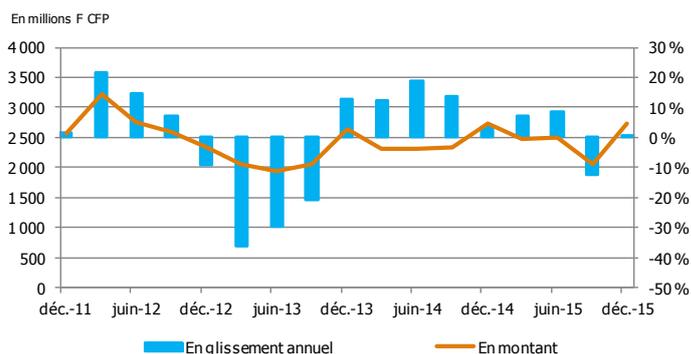


La position extérieure nette en légère hausse

Au 31 décembre 2015, les **ressources du système bancaire** s'élèvent à 5,0 milliards de F CFP, en baisse de 1,1 % sur un an. Elles concourent à 34,2 % au financement de l'activité de crédit. Le système bancaire se finance essentiellement grâce aux dépôts collectés (4,3 milliards de F CFP au 31 décembre 2015, soit 86,2 % des ressources) auxquels s'ajoutent des ressources propres (688 millions de F CFP, soit 13,8 % des ressources).

Le **solde emplois-ressources clientèle** ressort en recul de 3,2 % en un an, à 2,6 milliards de F CFP, sous l'effet d'une diminution des dépôts collectés (-1,3 %) et d'une augmentation de l'encours des crédits accordés (+1,7 %).

Évolution de la position extérieure nette



La **position extérieure nette** (différence entre les avoirs et les engagements hors zone d'émission) s'élève à 2,7 milliards de F CFP, en hausse de 0,8 % en rythme annuel.

ENDETTEMENT BANCAIRE GLOBAL DES AGENTS ÉCONOMIQUES

Les agents économiques sollicitent également des financements auprès d'établissements de crédit situés hors de la zone d'émission.

L'encours sain des **crédits accordés par l'ensemble des établissements de crédit** intervenant sur le Territoire progresse de 11,3 % en un an pour s'établir à 2,8 milliards de F CFP.

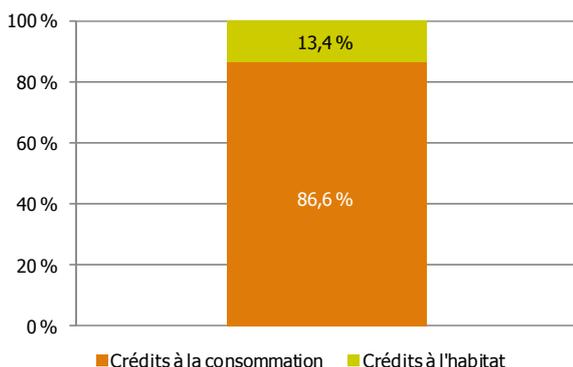
L'encours des **crédits octroyés aux ménages** augmente de 8,1 % en rythme annuel, principalement sous l'effet d'une progression des crédits à la consommation (+8,9 %). Ces derniers composent 86,6 % des crédits aux ménages à fin 2015. La hausse de l'encours des crédits à l'habitat (+3,3 % en glissement annuel) résulte d'une opération de fiabilisation des données d'un établissement de crédit situé hors zone d'émission.

Les **concours accordés aux entreprises**, en baisse de 3,6 % en rythme annuel, s'élèvent à 852,3 millions de F CFP à fin décembre 2015. Les crédits d'investissement, qui représentent 76,6 % des crédits aux entreprises, diminuent de 2,8 %.

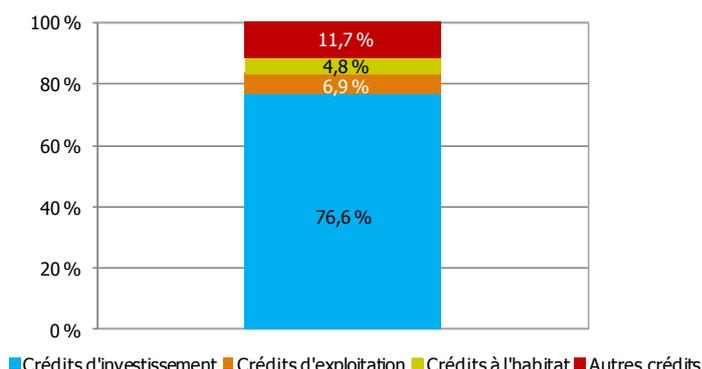
Exclusivement dédiés à l'investissement, les **concours aux collectivités locales** sont uniquement accordés par des établissements de crédit situés hors zone d'émission. Ces concours s'élèvent à 502,6 millions de F CFP à fin décembre 2015. Ils enregistrent une nouvelle fois une forte hausse (+74,6 % en rythme annuel), suite au versement, fin 2015, de la dernière tranche du crédit destiné au financement de l'installation de la téléphonie mobile à Wallis-et-Futuna.

La part de marché des **établissements de crédit hors zone d'émission** représente 43,0 % des crédits totaux (en hausse de 4,8 points). L'encours, de 1,2 milliard de F CFP au 31 décembre 2015, progresse de 26,3 % en rythme annuel.

Répartition des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux entreprises



MÉTHODOLOGIE

L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système unifié de reporting financier) des établissements de crédit.

- L'IEOM distingue deux catégories d'établissements de crédit :
 - les établissements de crédit de la zone d'émission (ECZE) qui disposent d'un guichet enregistré auprès de la Banque de France dans la collectivité concernée ;
 - les établissements de crédit hors zone d'émission (ECHZE) qui interviennent sans guichet officiel. Ils regroupent à la fois ceux disposant d'une représentation locale (AFD, CDC...) et ceux qui interviennent depuis la métropole sans aucune implantation locale.

L'analyse du système bancaire local exclut donc les ECHZE.

- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives, car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits auprès des ECZE, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas les encours collectés par les compagnies d'assurance intervenant sur le territoire.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » selon les types de crédits considérés : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux ménages, alors que les autres types de crédit sont dans les données des entreprises. Les placements des entrepreneurs individuels apparaissent dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

Le système bancaire local

Composantes de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	déc-11	déc-12	déc-13	déc-14	mars-15	juin-15	sept-15	déc-15	1 sem	1 an
Circulation fiduciaire	2 147	2 140	2 158	2 062	2 023	2 061	2 052	2 105	2,1%	2,1%
<i>Billets</i>	2 147	2 141	2 157	2 062	2 023	2 062	2 053	2 106	2,1%	2,1%
<i>Pièces</i>	0	-1	0	1	-1	-1	-1	-1	n.s	n.s
Dépôts à vue	4 411	3 663	3 872	3 937	3 615	3 748	3 283	4 559	21,6%	15,8%
TOTAL M1	6 558	5 803	6 029	6 000	5 638	5 809	5 335	6 664	14,7%	11,1%
M2-M1	567	568	487	500	439	408	430	440	7,8%	-12,0%
Comptes sur livrets	567	568	487	500	439	408	430	440	7,8%	-12,0%
Comptes épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
TOTAL M2	7 125	6 371	6 516	6 500	6 077	6 217	5 765	7 104	14,3%	9,3%
M3-M2	691	2 360	830	820	810	1 010	810	810	-19,8%	-1,2%
Dépôts à terme	691	2 360	830	820	810	1 010	810	810	-19,8%	-1,2%
Titres de créance négociables	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Bons de caisse	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
TOTAL M3	7 815	8 731	7 347	7 320	6 887	7 226	6 574	7 914	9,5%	8,1%
P1	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Plans d'épargne logement	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Autres compte d'épargne à régime spécial	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
M3+P1	7 815	8 731	7 347	7 320	6 887	7 226	6 574	7 914	9,5%	8,1%

Contreparties de la masse monétaire

	En millions de F CFP								Variations	
	déc-11	déc-12	déc-13	déc-14	mars-15	juin-15	sept-15	déc-15	1 sem	1 an
Avoirs hors zone d'émission	6 148	7 028	7 369	7 201	6 935	7 619	7 166	6 854	-10,0%	-4,8%
Institut d'émission	3 421	4 701	4 741	4 482	4 464	5 122	5 122	4 113	-19,7%	-8,2%
Établissements de crédit	2 728	2 326	2 628	2 719	2 472	2 498	2 044	2 741	9,7%	0,8%
Créances du Trésor public	1 457	854	826	777	782	867	786	1 396	61,1%	79,7%
Concours sur ressources monétaires	209	849	-848	-659	-830	-1 260	-1 377	-336	n.s	n.s
Concours de caractère bancaire des EC locaux	1 604	1 929	1 940	1 670	1 579	1 651	1 651	1 699	2,9%	1,7%
Ressources non monétaires des EC locaux (à déduire)	1 394	1 080	2 788	2 329	2 410	2 911	3 029	2 035	-30,1%	-12,6%
<i>Excédent des capitaux propres sur les valeurs immobilisées</i>	<i>593</i>	<i>597</i>	<i>600</i>	<i>604</i>	<i>605</i>	<i>606</i>	<i>607</i>	<i>607</i>	<i>0,1%</i>	<i>0,4%</i>
<i>Provisions sur créances douteuses</i>	<i>94</i>	<i>90</i>	<i>86</i>	<i>84</i>	<i>85</i>	<i>85</i>	<i>84</i>	<i>82</i>	<i>-4,0%</i>	<i>-2,6%</i>
<i>Engagements hors zone d'émission</i>	<i>162</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
<i>Épargne contractuelle</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
<i>Divers</i>	<i>546</i>	<i>392</i>	<i>2 101</i>	<i>1 641</i>	<i>1 720</i>	<i>2 220</i>	<i>2 338</i>	<i>1 347</i>	<i>-39,3%</i>	<i>-17,9%</i>
Total M3	7 815	8 731	7 347	7 320	6 887	7 226	6 574	7 914	9,5%	8,1%
Position extérieure nette	2 566	2 326	2 628	2 719	2 472	2 498	2 044	2 741	9,7%	0,8%

Équilibre emplois - ressources

	En millions de F CFP								Variations	
	déc-11	déc-12	déc-13	déc-14	mars-15	juin-15	sept-15	déc-15	1 sem	1 an
Emplois	4 830	6 306	4 970	5 031	4 690	4 889	4 318	4 974	1,7%	-1,1%
Excédent des opérations diverses des EC	547	1 930	271	496	464	562	489	442	-21,4%	-11,0%
Crédits bruts	1 604	1 929	1 940	1 670	1 579	1 651	1 651	1 699	2,9%	1,7%
Réserves obligatoires et libres	114	120	132	144	174	179	133	93	-48,2%	-35,9%
Position extérieure nette des EC (si positive)	2 566	2 326	2 628	2 719	2 472	2 498	2 044	2 741	9,7%	0,8%
Ressources	4 830	6 306	4 970	5 031	4 690	4 889	4 318	4 974	1,7%	-1,1%
Dépôts collectés (- encaisses)	4 143	5 618	4 284	4 343	4 000	4 198	3 627	4 286	2,1%	-1,3%
Ressources propres - Valeurs immobilisées	686	688	686	688	689	691	691	688	-0,4%	0,1%
Excédent des opérations diverses des EC	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Réescampte	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Position extérieure nette des EC (si négative)	0	0	0	0	0	0	0	0	n.s	n.s
Solde emplois-ressources clientèle	2 540	3 689	2 344	2 673	2 421	2 547	1 976	2 587	1,6%	-3,2%

Les placements

	En millions de F CFP								Variations	
	déc-11	déc-12	déc-13	déc-14	mars-15	juin-15	sept-15	déc-15	1 sem	1 an
Sociétés non financières	2 289,0	2 075,2	1 805,8	2 168,7	1 867,7	1 949,8	1 517,4	2 102,7	7,8%	-3,0%
Dépôts à vue	1 794,2	1 617,4	1 642,7	2 093,6	1 804,6	1 686,6	1 454,2	2 039,6	20,9%	-2,6%
Placements liquides ou à court terme	494,8	457,8	163,1	75,1	63,1	263,1	63,1	63,1	-76,0%	-15,9%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Placements indexés sur les taux de marché	494,8	457,8	163,1	75,1	63,1	263,1	63,1	63,1	-76,0%	-15,9%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>345,6</i>	<i>27,0</i>	<i>12,0</i>	<i>59,9</i>	<i>48,0</i>	<i>248,0</i>	<i>48,0</i>	<i>48,0</i>	<i>-80,6%</i>	<i>-19,9%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>149,3</i>	<i>430,8</i>	<i>151,1</i>	<i>15,2</i>	<i>15,2</i>	<i>15,2</i>	<i>15,2</i>	<i>15,2</i>	<i>0,0%</i>	<i>0,0%</i>
Épargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Ménages	3 040,3	3 076,0	3 252,3	2 873,7	2 891,1	3 003,2	2 864,4	2 997,9	-0,2%	4,3%
Dépôts à vue	1 390,1	1 334,6	1 581,7	1 194,7	1 187,7	1 292,5	1 173,5	1 256,7	-2,8%	5,2%
Placements liquides ou à court terme	590,3	636,4	527,3	485,8	429,0	400,2	414,5	434,0	8,4%	-10,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	524,6	552,6	453,9	469,1	410,1	382,0	396,4	415,4	8,7%	-11,5%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>524,6</i>	<i>552,6</i>	<i>453,9</i>	<i>469,1</i>	<i>410,1</i>	<i>382,0</i>	<i>396,4</i>	<i>415,4</i>	<i>8,7%</i>	<i>-11,5%</i>
Placements indexés sur les taux de marché	65,7	83,9	73,4	16,6	18,9	18,2	18,0	18,6	2,4%	11,8%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>65,7</i>	<i>83,9</i>	<i>73,4</i>	<i>16,6</i>	<i>18,9</i>	<i>18,2</i>	<i>18,0</i>	<i>18,6</i>	<i>2,4%</i>	<i>11,8%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>n.s</i>	<i>n.s</i>
Épargne à long terme	1 059,9	1 105,0	1 143,2	1 193,2	1 274,4	1 310,5	1 276,4	1 307,2	-0,3%	9,6%
<i>dont actions</i>	<i>10,4</i>	<i>13,4</i>	<i>16,3</i>	<i>18,6</i>	<i>35,4</i>	<i>35,4</i>	<i>13,2</i>	<i>14,1</i>	<i>-60,3%</i>	<i>-24,4%</i>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>103,9</i>	<i>128,2</i>	<i>141,3</i>	<i>101,8</i>	<i>118,3</i>	<i>112,5</i>	<i>98,1</i>	<i>106,4</i>	<i>-5,4%</i>	<i>4,6%</i>
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>945,6</i>	<i>963,4</i>	<i>985,6</i>	<i>1 072,8</i>	<i>1 120,7</i>	<i>1 162,6</i>	<i>1 165,0</i>	<i>1 186,6</i>	<i>2,1%</i>	<i>10,6%</i>
Autres agents	3 585,4	3 626,9	2 110,1	2 116,2	2 092,0	2 234,8	2 134,2	2 236,8	0,1%	5,7%
Dépôts à vue	1 226,8	711,4	647,2	648,9	622,9	768,4	655,3	1 262,3	64,3%	94,5%
Placements liquides ou à court terme	1 757,8	2 263,9	778,1	774,7	772,1	769,7	777,1	768,4	-0,2%	-0,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	42,1	15,0	33,4	31,0	28,4	26,1	33,4	24,7	-5,2%	-20,4%
Placements indexés sur les taux de marché	1 715,7	2 248,8	744,7	743,6	743,6	743,6	743,6	743,6	0,0%	0,0%
<i>dont comptes à terme</i>	<i>279,3</i>	<i>2 248,8</i>	<i>744,7</i>	<i>743,6</i>	<i>743,6</i>	<i>743,6</i>	<i>743,6</i>	<i>743,6</i>	<i>0,0%</i>	<i>0,0%</i>
Épargne à long terme	600,8	651,7	684,8	692,6	697,0	696,7	701,9	206,1	-70,4%	-70,2%
Total actifs financiers	8 914,8	8 778,1	7 168,2	7 158,5	6 850,8	7 187,8	6 516,0	7 337,3	2,1%	2,5%
Dépôts à vue	4 411,1	3 663,3	3 871,6	3 937,2	3 615,2	3 747,5	3 283,0	4 558,6	21,6%	15,8%
Placements liquides ou à court terme	2 842,9	3 358,1	1 468,5	1 335,6	1 264,2	1 433,0	1 254,7	1 265,5	-11,7%	-5,2%
Comptes d'épargne à régime spécial	566,7	567,6	487,3	500,2	438,5	408,1	429,8	440,1	7,8%	-12,0%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>566,7</i>	<i>567,6</i>	<i>487,3</i>	<i>500,2</i>	<i>438,5</i>	<i>408,1</i>	<i>429,8</i>	<i>440,1</i>	<i>7,8%</i>	<i>-12,0%</i>
Placements indexés sur les taux de marché	2 276,2	2 790,5	981,2	835,4	825,7	1 024,9	824,8	825,4	-19,5%	-1,2%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	<i>690,6</i>	<i>2 359,7</i>	<i>830,1</i>	<i>820,2</i>	<i>810,5</i>	<i>1 009,8</i>	<i>809,7</i>	<i>810,2</i>	<i>-19,8%</i>	<i>-1,2%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>1 585,6</i>	<i>430,8</i>	<i>151,1</i>	<i>15,2</i>	<i>15,2</i>	<i>15,2</i>	<i>15,2</i>	<i>15,2</i>	<i>0,0%</i>	<i>0,0%</i>
Épargne à long terme	1 660,7	1 756,6	1 828,1	1 885,8	1 971,4	2 007,2	1 978,3	1 513,2	-24,6%	-19,8%
<i>dont actions</i>	<i>10,4</i>	<i>13,4</i>	<i>16,3</i>	<i>18,6</i>	<i>35,4</i>	<i>35,4</i>	<i>13,2</i>	<i>14,2</i>	<i>-59,9%</i>	<i>-23,7%</i>
<i>dont obligations</i>	<i>600,8</i>	<i>651,7</i>	<i>684,8</i>	<i>692,6</i>	<i>697,0</i>	<i>696,7</i>	<i>701,9</i>	<i>206,0</i>	<i>-70,4%</i>	<i>-70,3%</i>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>103,9</i>	<i>128,2</i>	<i>141,3</i>	<i>101,8</i>	<i>118,3</i>	<i>112,5</i>	<i>98,1</i>	<i>106,4</i>	<i>-5,4%</i>	<i>4,6%</i>
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>945,6</i>	<i>963,4</i>	<i>985,6</i>	<i>1 072,8</i>	<i>1 120,7</i>	<i>1 162,6</i>	<i>1 165,0</i>	<i>1 186,6</i>	<i>2,1%</i>	<i>10,6%</i>

	En millions de F CFP								Variations	
	déc-11	déc-12	déc-13	déc-14	mars-15	juin-15	sept-15	déc-15	1 sem	1 an
Dépôts locaux	5 668,4	6 590,6	5 189,0	5 257,6	4 864,2	5 165,4	4 522,5	5 808,9	12,5%	10,5%
Dépôts à vue	4 411,1	3 663,3	3 871,6	3 937,2	3 615,2	3 747,5	3 283,0	4 558,6	21,6%	15,8%
Comptes d'épargne à régime spécial	566,7	567,6	487,3	500,2	438,5	408,1	429,8	440,1	7,8%	-12,0%
<i>dont livrets ordinaires</i>	<i>566,7</i>	<i>567,6</i>	<i>487,3</i>	<i>500,2</i>	<i>438,5</i>	<i>408,1</i>	<i>429,8</i>	<i>440,1</i>	<i>7,8%</i>	<i>-12,0%</i>
Dépôts à terme	690,6	2 359,7	830,1	820,2	810,5	1 009,8	809,7	810,2	-19,8%	-1,2%
Bons de caisse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Titres de créances négociables	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Placement HZE	3 246,4	2 187,4	1 979,2	1 901,0	1 986,6	2 022,3	1 993,4	1 528,4	-24,4%	-19,6%
<i>dont actions</i>	<i>10,4</i>	<i>13,4</i>	<i>16,3</i>	<i>18,6</i>	<i>35,4</i>	<i>35,4</i>	<i>13,2</i>	<i>14,2</i>	<i>-59,9%</i>	<i>-23,7%</i>
<i>dont obligations</i>	<i>600,8</i>	<i>651,7</i>	<i>684,8</i>	<i>692,6</i>	<i>697,0</i>	<i>696,7</i>	<i>701,9</i>	<i>206,0</i>	<i>-70,4%</i>	<i>-70,3%</i>
<i>dont OPCVM monétaires</i>	<i>1 585,6</i>	<i>430,8</i>	<i>151,1</i>	<i>15,2</i>	<i>15,2</i>	<i>15,2</i>	<i>15,2</i>	<i>15,2</i>	<i>0,0%</i>	<i>0,0%</i>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	<i>103,9</i>	<i>128,2</i>	<i>141,3</i>	<i>101,8</i>	<i>118,3</i>	<i>112,5</i>	<i>98,1</i>	<i>106,4</i>	<i>-5,4%</i>	<i>4,6%</i>
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	<i>945,6</i>	<i>963,4</i>	<i>985,6</i>	<i>1 072,8</i>	<i>1 120,7</i>	<i>1 162,6</i>	<i>1 165,0</i>	<i>1 186,6</i>	<i>2,1%</i>	<i>10,6%</i>
Total actifs financiers	8 914,8	8 778,1	7 168,2	7 158,5	6 850,8	7 187,8	6 516,0	7 337,3	2,1%	2,5%

Les crédits à l'économie

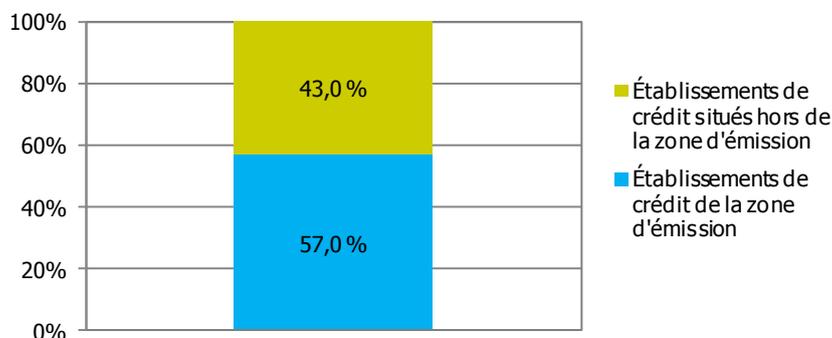
Établissement de crédit local

	En millions F CFP								Variations	
	déc-11	déc-12	déc-13	déc-14	mars-15	juin-15	sept-15	déc-15	1 sem	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	88,5	47,5	35,7	49,9	32,0	36,3	54,7	58,9	62,2%	17,9%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	76,4	47,5	35,7	49,9	32,0	36,3	54,7	58,9	62,2%	17,9%
Crédits d'investissement	71,3	68,9	73,8	65,7	58,6	51,9	45,2	56,9	9,7%	-13,4%
<i>Crédits à l'équipement</i>	71,3	68,9	73,8	65,7	58,6	51,9	45,2	56,9	9,7%	-13,4%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	62,1	53,7	37,7	11,1	10,4	9,6	8,8	19,5	102,8%	75,6%
Crédits à l'habitat	138,6	128,2	117,3	45,9	44,6	43,4	42,1	40,8	-5,9%	-11,0%
Autres crédits	67,2	181,4	155,7	111,8	107,8	103,7	99,6	99,4	-4,2%	-11,1%
Encours sain	365,6	426,0	382,6	273,3	243,0	235,3	241,7	256,0	8,8%	-6,3%
Ménages										
Crédits à la consommation	1 073,4	1 191,4	1 249,5	1 165,7	1 101,9	1 197,8	1 226,6	1 269,0	5,9%	8,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 062,6	1 168,3	1 228,0	1 148,1	1 086,1	1 186,6	1 210,9	1 254,3	5,7%	9,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	10,9	23,1	21,5	17,6	15,8	11,2	15,8	14,7	31,7%	-16,7%
Crédits à l'habitat	52,9	202,9	173,6	128,6	118,9	109,2	83,4	76,9	-29,6%	-40,2%
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Encours sain	1 126,3	1 394,3	1 423,1	1 294,3	1 220,8	1 307,0	1 310,0	1 345,9	3,0%	4,0%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits d'investissement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Encours sain	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Autres agents										
Encours sain	12,3	12,7	40,8	10,9	10,5	10,2	10,0	9,8	-4,1%	-10,6%
TOTAL										
Encours sain	1 504,2	1 833,0	1 846,5	1 578,5	1 474,3	1 552,5	1 561,7	1 611,7	3,8%	2,1%
Créances douteuses brutes	99,4	95,7	93,1	91,8	105,1	98,4	89,6	87,2	-11,4%	-5,1%
<i>Créances douteuses nettes</i>	5,7	5,3	7,0	7,8	20,6	13,2	5,8	5,4	-59,2%	-31,4%
<i>(dt) Entreprises</i>	0,5	0,3	0,9	2,3	1,1	0,9	0,8	0,8	-11,9%	-67,6%
<i>(dt) Ménages</i>	5,2	5,0	6,1	5,5	19,5	12,3	5,0	4,6	-62,5%	-15,8%
Provisions	93,7	90,4	86,1	84,0	84,5	85,2	83,8	81,8	-4,0%	-2,6%
Encours brut total	1 603,6	1 928,7	1 939,6	1 670,3	1 579,4	1 650,9	1 651,4	1 698,9	2,9%	1,7%
Taux de créances douteuses	6,2%	5,0%	4,8%	5,5%	6,7%	6,0%	5,4%	5,1%	-0,9 pt	-0,4 pt
Taux de provisionnement	94,3%	94,5%	92,5%	91,5%	80,4%	86,6%	93,5%	93,8%	7,1 pt	2,4 pt

Ensemble des établissements de crédit

	En millions F CFP								Variations	
	déc-11	déc-12	déc-13	déc-14	mars-15	juin-15	sept-15	déc-15	1 sem	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	88,5	77,7	111,7	54,1	32,0	36,3	54,7	58,9	62,2%	8,8%
<i>Créances commerciales</i>	12,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<i>Crédits de trésorerie</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	76,4	77,7	111,7	54,1	32,0	36,3	54,7	58,9	62,2%	8,8%
Crédits d'investissement	1 264,1	2 126,1	1 985,0	672,0	637,0	694,7	662,3	653,2	-6,0%	-2,8%
<i>Crédits à l'équipement</i>	1 264,1	2 126,1	1 985,0	672,0	637,0	694,7	662,3	648,1	-6,7%	-3,6%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	65,4	56,5	39,8	11,1	10,4	9,6	8,8	19,5	102,8%	75,6%
Crédits à l'habitat	138,6	128,2	117,3	45,9	44,6	43,4	42,1	40,8	-5,9%	-11,0%
Autres crédits	67,2	181,4	155,7	111,8	107,8	103,7	99,6	99,4	-4,2%	-11,1%
Encours sain	1 558,4	2 513,4	2 369,7	883,8	821,4	878,1	858,8	852,3	-2,9%	-3,6%
Ménages										
Crédits à la consommation	1 073,4	1 191,4	1 249,5	1 165,7	1 101,9	1 197,8	1 226,6	1 269,0	5,9%	8,9%
<i>Crédits de trésorerie</i>	1 062,6	1 168,3	1 228,0	1 148,1	1 086,1	1 186,6	1 210,9	1 254,3	5,7%	9,3%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	10,9	23,1	21,5	17,6	15,8	11,2	15,8	14,7	31,7%	-16,7%
Crédits à l'habitat	283,2	369,8	280,8	189,6	169,0	154,2	118,6	195,8	27,0%	3,3%
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Encours sain	1 356,6	1 561,3	1 530,3	1 355,3	1 270,8	1 352,0	1 345,2	1 464,9	8,3%	8,1%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Crédits d'investissement	272,9	239,6	203,6	287,8	287,1	270,5	268,7	502,6	85,8%	74,6%
<i>Crédits à l'équipement</i>	272,9	239,6	203,6	287,8	287,1	270,5	268,7	502,6	85,8%	74,6%
Crédits à l'habitat	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	n.s	n.s
Encours sain	272,9	239,6	203,6	287,8	287,1	270,5	268,7	502,6	85,8%	74,6%
Autres agents										
Encours sain	66,9	41,6	60,5	15,6	10,5	10,2	10,0	9,8	-4,1%	-37,3%
TOTAL										
Encours sain	3 254,9	4 355,9	4 164,0	2 542,5	2 389,8	2 510,8	2 482,7	2 829,6	12,7%	11,3%
<i>dont ECHZE</i>	1 750,7	2 522,9	2 317,6	964,0	915,5	958,3	920,9	1 217,8	27,1%	26,3%
Créances douteuses brutes	546,8	483,6	468,8	437,7	445,1	412,6	393,1	376,5	-8,8%	-14,0%
<i>Créances douteuses nettes</i>	283,1	275,2	270,4	261,5	270,9	255,7	243,6	233,8	-8,6%	-10,6%
<i>(dt) Entreprises</i>	200,9	199,8	199,1	199,6	198,2	197,8	197,4	197,0	-0,4%	-1,3%
<i>(dt) Ménages</i>	82,3	75,5	71,4	61,9	72,8	57,9	46,2	36,8	-36,4%	-40,5%
Provisions	263,6	208,3	198,4	176,1	174,1	157,0	149,5	142,7	-9,1%	-19,0%
Encours brut total	3 801,6	4 839,5	4 632,9	2 980,2	2 834,9	2 923,4	2 875,8	3 206,0	9,7%	7,6%
Taux de créances douteuses	14,4%	10,0%	10,1%	14,7%	15,7%	14,1%	13,7%	11,7%	-2,4 pt	-2,9 pt
Taux de provisionnement	48,2%	43,1%	42,3%	40,2%	39,1%	38,0%	38,0%	37,9%	-0,1 pt	-2,3 pt

Répartition des concours bancaires sains



Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.ieom.fr

Directeur de la publication : H. GONSARD – Responsable de la rédaction : C. DORWLING-CARTER
Éditeur et imprimeur : IEOM - Achèvement d'impression : avril 2016 – Dépôt légal : avril 2016 – ISSN : 2271-5770